

Pour conclure

Trois ans après le premier, ce deuxième rapport de l'Observatoire de la mixité sociale (OMIS) confirme les difficultés du «vivre-ensemble» en Île-de-France. En matière de mixité sociale, il n'y a pas d'évidence, pas de solution simple. Les processus de gentrification, par exemple, permettent un brassage social, mais ils repoussent souvent les plus pauvres aux marges de la ville. Face à une telle complexité, la mission de l'OMIS est de mettre les choses en perspective, de donner la parole aux chercheurs spécialistes de ces sujets, d'apporter une diversité de points de vue pour enrichir les débats. Afin de ne pas laisser l'émotion prendre le pas sur la raison dans une période où les réseaux sociaux attisent l'hystérisation médiatique.

Développer l'offre de logements sociaux est le premier et le meilleur moyen de promouvoir la mixité sociale en Île-de-France, une région où les prix de l'immobilier sont les plus élevés de France. Malheureusement, le constat de la vaste étude que nous avons réalisée en partenariat avec l'Institut Paris Région (IPR) montre que le parc social francilien remplit de moins en moins sa mission prioritaire. Malgré quelques efforts, la construction de logements sociaux à destination des familles les plus modestes s'est fortement réduite et il manque 150 000 HLM pour atteindre les objectifs de la loi SRU. C'est le fait de 250 municipalités qui demeurent récalcitrantes à la mixité sociale. Heureusement, certaines expériences, comme celle de la rénovation du quartier Saint-Vincent-de-Paul, à Paris, à laquelle participent le promoteur Quartus et l'association Habitat et Humanisme, sont porteuses d'espoir. Il faudra probablement quelques années pour savoir si ce projet audacieux fera école auprès de ceux qui imaginent la ville de demain.

Le «vivre-ensemble», idéal cher à Habitat et Humanisme depuis sa création en 1985, se construit aussi dans les lieux publics, thème central de ce deuxième rapport de l'OMIS. Pour savoir s'il existe une «recette» de la mixité sociale harmonieuse, nous avons interrogé des chercheurs qui ont longuement étudié les espaces ouverts au public et nous avons envoyé nos journalistes enquêter à travers l'Île-de-France dans les médiathèques, les centres commerciaux, les parcs, les rues privatisées, les gares, les tiers-lieux... En cours de route, la pandémie est venue nous rappeler à quel point ces espaces publics sont indispensables à la vie sociale dans un tissu urbain aussi dense que celui de la région parisienne. Après de longs mois d'enquête, nos journalistes sont revenus avec des réponses qui sont tout sauf simplistes. Leurs enquêtes constituent un patchwork qui est le cœur de ce livre. Certaines dérives, comme la transformation du mobilier urbain en dispositif anti-SDF ou l'obsession sécuritaire des gestionnaires de centres commerciaux, sont inquiétantes, mais il y a aussi des initiatives positives. Par exemple, les expérimentations des tiers-lieux en matière de brassage social ou l'ambition des médiathèques dans la lutte contre la ségrégation culturelle, sont porteuses d'espoir. Là-aussi, c'est dans la durée que nous saurons si ces tentatives permettront de rendre la ville plus inclusive.